

POUR LA LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE !

POUR LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES !

MEETING UNITAIRE 28 JANVIER 2016 12H

AMPHI 2 ARSH

Personne n'a pu y échapper, depuis les tragiques attentats du 13 novembre la France serait en état de guerre, « sous régime d'urgence face à la barbarie » selon les mots de l'État français. Rien de nouveau sous le soleil pourtant : nous subissons les plans vigipirate depuis 1995 et les lois sécuritaires s'empilent. Pourtant, face au quasi-consensus médiatique et politique, la réalité commence à se révéler aux yeux de tout-es : l'état d'urgence est surtout une atteinte féroce et absolument inacceptable contre nos libertés individuelles et collectives, et contre nos droits. Nous proposons aux étudiant-es et personnels de venir débattre lors d'un meeting pour la levée de l'état d'urgence et afin de préparer la mobilisation nationale du 30 janvier.

★ L'État d'Urgence, qu'est-ce que c'est ?

Une mesure exceptionnelle qui a été réformée par les député-es fin novembre, qui octroie des pouvoirs cruciaux à l'exécutif et aux forces de polices qui, sous prétexte de sécurité, abusent de leur prérogatives. Organiser et participer à une manifestation, produire du bio, être racisé-e (par exemple en étant perçu et étiqueté par les policiers comme "arabe", "noir" ou prétendu "musulman") ... peuvent être considérés comme des dangers pour l'État Les préfet-tes peuvent dissoudre des groupes ou associations sans autorisation de justice. Censée être un outil dans la lutte contre le terrorisme, la première application de l'état d'urgence a été de s'en prendre aux grévistes d'Air France pour avoir... déchiré une chemise !



★ L'État d'urgence, pour oublier des tas d'urgences !

Cet état d'urgence vise d'abord les personnes racisées, sans-papiers, militantes. Plus encore, tout le monde est concerné. Nous vivons une montée du racisme et de l'islamophobie, les mouvements sociaux et syndicaux sont réprimés (COP 21, solidarité internationaliste avec les réfugié-es ou la Palestine, travailleur-euses en lutte comme a Goodyear ou Air France...) Tout peut être sujet à assignation à résidence, gardes à vues, fichage, perquisitions arbitraires et souvent violentes, ou poursuites judiciaires, pressions pour licenciement... Pendant ce temps, les parlementaires votent l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à 63 ans, la SNCF est privatisée, les licenciements continuent, les attaques du Code du Travail s'amplifient.

Il est significatif que le gouvernement reconnaisse lui-même l'inefficacité de ses mesures pour dissuader les terroristes, comme avec la déchéance de la nationalité française. Il se défend en disant que ce serait avant tout une mesure symbolique. C'est tout un symbole en effet : après avoir appelé ses électeurs à faire « barrage au FN », il pioche directement dans les poubelles de Le Pen et en applique directement le programme.

Face à ce gouvernement qui fait tout pour désigner des ennemi-es intérieur-es, et renforce la militarisation des polices (notamment le port d'arme en dehors du service), et qui vise à pérenniser cet état d'urgence qui ne sera plus exceptionnel, nous sommes assigné-es à résistance!

★ Stop aux bombardement, soutien aux peuples en luttés

Dans le même temps, nos gouvernements réduisent les droits sociaux et les libertés fondamentales, alimentent la xénophobie institutionnelle et bombardent aveuglément en Syrie— bombardements qui se sont révélés inefficaces. Et ce sont là aussi les populations civiles qui en sont les premières victimes, condamnées à survivre sous la terreur ou à fuir au risque de leur vie. En Syrie et ailleurs, ce sont bien les politiques impérialistes des puissances occidentales -dont la France- qui sont l'une des causes premières du terrorisme, par quel tour de passe-passe voudrait on utiliser ce dernier pour justifier le renforcement de ces pouvoirs meurtriers ?

Nous nous refusons à participer à ce marchandage entre droits et sécurité. Ici comme à Paris, en Irak ou en Syrie ce sont les peuples qui payent le prix alors que d'autres, à la tête de l'État et de grandes sociétés multinationales, font du trafic d'armes sur fond d'intérêts géostratégiques, et gagnent des milliards sur la mort de centaines de milliers de vie. Non, décidément, ces guerres ne sont pas les nôtres.

REPRENONS L'INITIATIVE !

MEETING UNITAIRE POUR LA LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE

*28 JANVIER 2016 à 12H AMPHI 2 BÂTIMENT ARSH
CAMPUS DE SAINT-MARTIN D'HÈRES*

MANIFESTATION LE 30 JANVIER 2016 à 14H30 CASERNE DE BONNE



ET INDIVIDUS AUTONOMES